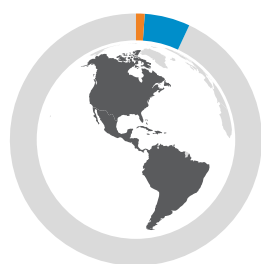


AMÉRIQUES

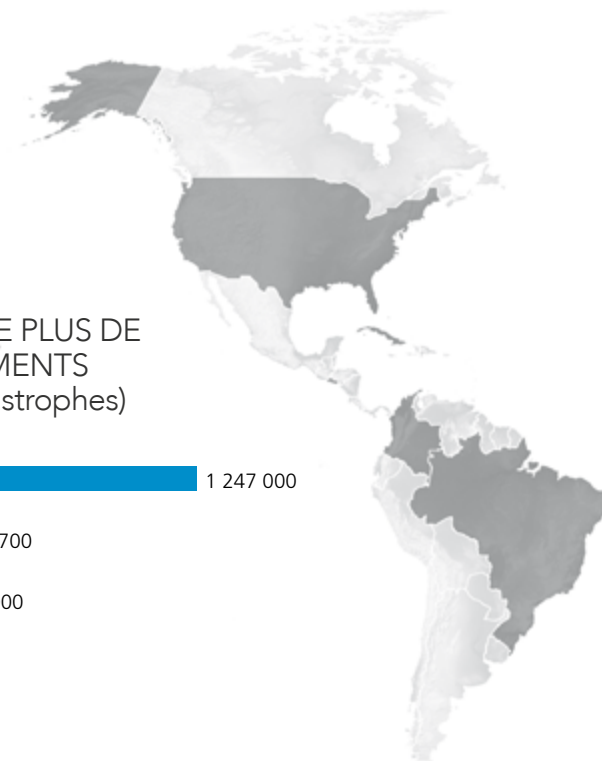
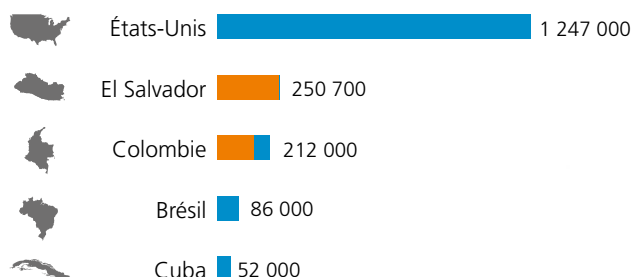


Conflits 404 000

Catastrophes
1 687 000

7,5 % du total mondial

LES CINQ PAYS AVEC LE PLUS DE NOUVEAUX DÉPLACEMENTS (conflits, violence et catastrophes)



Les catastrophes météorologiques ont de nouveau touché plusieurs pays des Amériques en 2018. En outre, des conflits non résolus, la violence criminelle et des crises sociales et économiques ont continué à pousser les populations à fuir. Les catastrophes ont provoqué la majorité des nouveaux déplacements dans la région : environ 1,7 million. À ces chiffres s'ajoutent environ 404 000 nouveaux déplacements liés aux conflits et à la violence.

Les ouragans et les feux de forêt ont provoqué plus de 1,2 million de nouveaux déplacements aux **États-Unis**, chiffre le plus élevé de la région. La Floride a été frappée par deux ouragans de grande ampleur au cours de l'année. L'ouragan Florence a provoqué 464 000 nouveaux déplacements en août et l'ouragan Michael en a provoqué 375 000 en octobre. Des feux de forêt sans précédent et dévastateurs ont provoqué 354 000 nouveaux déplacements en Californie au second semestre de l'année, contribuant à environ 30 % du nombre total des nouveaux déplacements aux États-Unis (cf. En détail - États-Unis, p. 42).

Les affrontements entre différents groupes armés, l'intimidation et l'extorsion ont provoqué 145 000 nouveaux déplacements en **Colombie** en 2018, en hausse par rapport aux années précédentes. Le gouvernement et les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) ont signé un accord de paix en 2016, mais à ce jour, l'armée du pays n'a pas été en mesure de sécuriser les zones que le groupe de guérilla démobilisé contrôlait. La vacance du pouvoir a été comblée par d'autres groupes armés en lice pour le contrôle des terres, des mines illégales, des plantations de drogue et des grands axes de trafic illégal. Les combats entre deux groupes de guérilla plus petits, l'Armée de libération nationale (ELN) et l'Armée

de libération populaire (EPL), ont été à l'origine de la plupart des nouveaux déplacements.

Le département du Norte de Santander a été le plus touché. Environ 30 000 nouveaux déplacements ont été enregistrés, le chiffre le plus élevé depuis 2002 et 20 % du total national de l'année dernière. Le département partage également une frontière avec le Venezuela et sa capitale, Cúcuta, a été le principal point de passage pour les réfugiés et les migrants fuyant la crise politique et économique du Venezuela (cf. En détail - Colombie, p. 44).

Plus de 67 000 nouveaux déplacements liés à des catastrophes ont également été enregistrés en Colombie. Les inondations survenues dans le département d'Antioquia, au nord du pays, ont entraîné plus de 26 000 évacuations en avril et en mai causées par des défauts dans la construction du complexe hydroélectrique d'Hidroituango, qui, conjugués à la montée des eaux en amont, ont fait craindre la rupture du barrage. Ce projet de développement est l'un des plus larges et controversés de la Colombie.¹⁹⁰ Des pluies torrentielles ont provoqué des crues dans le sud du département de Putumayo, entraînant plus de 30 000 déplacements en août.

Environ trois millions de personnes ont été enregistrées comme fuyant le **Venezuela** au cours des 18 derniers mois, mais du fait que le gouvernement n'est pas disposé à reconnaître les besoins humanitaires croissants de sa population, les informations fiables sur les déplacements sont rares.¹⁹¹ Les données disponibles semblent toutefois indiquer qu'ils ont été importants, en particulier dans les zones frontalières, car les populations cherchent un accès plus facile aux services de base dans les villes frontalières colombiennes et brésiliennes.¹⁹² La crise au



Un bus de la ville incendié par des membres de gangs à Apopa, à 19 kilomètres de la ville de San Salvador, au Salvador. Crédit photo : Shutterstock/IES James

Venezuela s'est considérablement aggravée en 2018 en raison de l'augmentation des pénuries alimentaires et de la détérioration de la fourniture de services de première nécessité, y compris d'électricité et de soins de santé.¹⁹³

Au moins 420 nouveaux déplacements liés aux conflits et à la violence ont été enregistrés en **Équateur**, où la présence de dissidents des FARC et de groupes de trafiquants de drogue tels que le cartel mexicain Sinaloa dans la province d'Esmeraldas a contraint les habitants à fuir.¹⁹⁴ Esmeraldas est une province stratégique pour ces groupes car elle partage des frontières maritimes et terrestres avec Tumaco, la plus grande municipalité productrice de coca en Colombie.¹⁹⁵ Des opérations militaires conjointes ont eu lieu des deux côtés de la frontière et la situation qui se dessine montre que la production et le trafic de drogue demeurent des facteurs importants de conflit, d'instabilité et de déplacement dans la région.

La violence liée au trafic de drogue a également provoqué au moins 11 000 nouveaux déplacements au **Mexique**, où les États du Chiapas, du Guerrero, du Michoacán, de l'Oaxaca et du Sinaloa ont été les plus touchés. Les chiffres sur le déplacement interne et les politiques pour y remédier sont loin d'être exhaustifs, mais la modification de la loi générale sur les victimes pour inclure les déplacés

internes en tant que groupe vulnérable et la proposition du Sénat d'établir une loi spécifique sur la protection des déplacés internes en 2018 sont des avancées positives.¹⁹⁶

Au Mexique, 13 000 nouveaux déplacements ont également été provoqués par l'ouragan Willa, qui a traversé six États avec une vitesse de vent ayant atteint jusqu'à 220 km/h en novembre. Nombre de ces déplacements peuvent être attribués aux évacuations organisées par les autorités à la suite de la mise en place de systèmes avancés de gestion des risques de catastrophes dans le pays.

Au Salvador, au Guatemala et au Honduras, qui constituent le **Triangle du nord de l'Amérique centrale**, des niveaux de violence élevés, surtout dans les villes, ont continué à provoquer des déplacements. L'activité des gangs, la violence structurelle, l'insécurité généralisée, les mesures de sécurité brutales des États, la corruption et une culture d'impunité ont été identifiées comme des facteurs de déplacement interne et transfrontalier dans la région.¹⁹⁷

Environ 246 000 nouveaux déplacements liés aux conflits et à la violence ont été enregistrés au **Salvador** et 950 au **Honduras**. La violence persistante au **Guatemala** porte à croire que des déplacements y ont également

eu lieu, mais les données disponibles sont insuffisantes pour établir une estimation. Ces trois pays ne reconnaissent pas tous le déplacement interne lié à la violence, et encore moins la nécessité de collecter systématiquement des données à ce sujet, ce qui rend le phénomène pratiquement invisible. Cependant, il est clair que de nombreux déplacés internes ne parviennent pas à trouver la sécurité dans leur propre pays, ce qui entraîne de nombreux mouvements transfrontaliers à l'intérieur et à l'extérieur de la région.¹⁹⁸ Les caravanes qui ont pris de l'ampleur en 2018 illustrent bien ce point.

Perspectives urbaines

De nombreux pays des Amériques ont connu une urbanisation rapide au cours des 50 dernières années, entraînant une concentration du développement économique à l'intérieur et autour des grandes villes. Le développement du commerce et des opportunités d'emploi a attiré les migrants économiques des zones rurales et des villes secondaires et moins actives sur le plan économique vers les capitales et autres grands centres urbains.¹⁹⁹ Le déplacement interne a eu tendance à suivre des schémas similaires.²⁰⁰ Ces flux, conjugués à la croissance démographique urbaine naturelle, ont fait des Amériques la région la plus urbanisée du monde, avec environ 80 % de sa population vivant en ville.²⁰¹

Ces centres urbains se caractérisent par la concentration de la richesse dans des poches spécifiques et au sein de groupes spécifiques, créant des inégalités socioéconomiques et spatiales génératrices de pauvreté, de ségrégation et de marginalisation en milieu urbain. De nombreux pauvres, notamment des déplacés internes, vivent dans des zones périurbaines en expansion rapide, mais non planifiées, non réglementées et mal desservies.²⁰²

Ce problème figure parmi les principaux défis urbains de la région. Le développement urbain mal planifié aux États-Unis a accru les risques de catastrophes dans de nombreuses villes et les données disponibles montrent que les catastrophes affectent de manière disproportionnée les ménages pauvres vivant dans des zones exposées, ce qui entraîne souvent leur déplacement.²⁰³ Les estimations indiquent également que plus de 20 % de la population urbaine d'Amérique latine vit dans des zones de peuplement non réglementées et mal desservies, dont la plupart ont été construites dans des quartiers à risques et souvent non sécurisés.²⁰⁴ Cela expose les citoyens pauvres à un risque particulièrement élevé de déplacement inhérent aux catastrophes, à la violence criminelle et aux expulsions.

De nombreuses villes de la région figurent parmi les

plus dangereuses au monde. Des cas de personnes et de familles contraintes de fuir la violence des gangs, ciblée mais aussi généralisée, ont été documentés.²⁰⁵ La violence perpétrée par des groupes criminels associés au trafic de drogue au Mexique a provoqué des déplacements dans de nombreuses villes, notamment à Ciudad Juárez, à Culiacan et à Tijuana.²⁰⁶ Des menaces directes et indirectes à la sécurité des habitants ont également provoqué des déplacements intra-urbains, c'est-à-dire des déplacements de population d'un quartier à un autre, dans des villes comme San Salvador (El Salvador) et Medellín (Colombie) (cf. En détail - Medellín et San Salvador, p. 81).²⁰⁷ L'ampleur et la dynamique des déplacements urbains associés à la violence criminelle restent toutefois mal cernées et mal comprises dans la région.

Certains pays ont mis en œuvre avec succès des mesures de réduction de la pauvreté urbaine, notamment en améliorant les quartiers informels. Au Brésil, de nombreuses initiatives ont combiné des composantes physiques et architecturales avec des composantes sociales et participatives pour éviter les expulsions et les déplacements.²⁰⁸ Les projets de régénération urbaine en Colombie, qui combinent l'amélioration des transports, la sécurité et le soutien social, ont profité à des centaines de milliers de citoyens pauvres, notamment des personnes déplacées vivant dans des zones périurbaines marginalisées.²⁰⁹ Les initiatives de réduction des risques de catastrophes ont également permis d'atténuer le risque de déplacement dans des villes telles que Santa Fe en Argentine, Montego Bay en Jamaïque et Lima au Pérou.²¹⁰

Les villes des Amériques joueront un rôle de plus en plus important dans le soutien des solutions durables et la réduction du risque de déplacement. Une planification urbaine robuste mettant l'accent sur la réduction des risques et la prévention des conflits est essentielle pour s'attaquer à leurs déclencheurs et facteurs, et réduire leurs effets.²¹¹

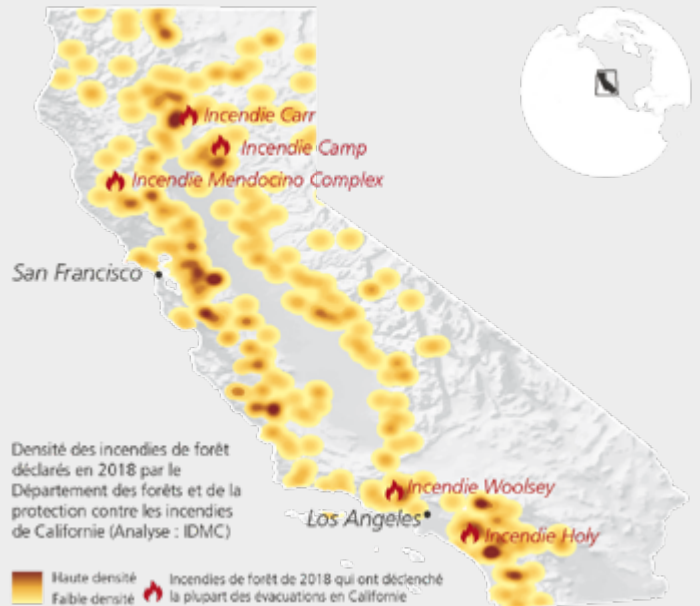
ÉTATS-UNIS

Feux de forêt en Californie : expansion urbaine et risque de déplacement

L'État de la Californie, à l'ouest des États-Unis, est particulièrement sujet aux feux de forêt. Au cours des dernières années, la combinaison du changement climatique et de la vulnérabilité accrue des personnes, plus exposées aux aléas, a allongé les saisons des feux de forêt et les a rendues plus destructrices. L'extension des deux longues saisons, la première de juin à septembre et la seconde d'octobre à avril, pourrait transformer les feux de forêt en menace permanente.²¹² Une sécheresse prolongée, des températures plus élevées, des vents plus forts et une utilisation excessive de l'eau pour l'agriculture ont considérablement endommagé les écosystèmes locaux, laissant les forêts sèches et recouvertes de bois mort.²¹³ Le développement de l'habitat à l'interface ville-nature, où l'habitat rencontre et se mêle à la végétation forestière, implique également que de plus en plus d'habitations sont exposées au risque d'incendie, ce qui accroît le risque de déplacement.²¹⁴

L'État a connu une série de feux de forêt la plus meurtrière et la plus destructrice de son histoire au cours du second semestre 2018. Environ 355 000 hectares de terres ont été brûlés, soit quatre fois la moyenne annuelle des cinq dernières années.²¹⁵ Plus de 100 personnes auraient perdu la vie. Au moins 22 feux de forêt ont provoqué plus de 354 000 nouveaux déplacements, ce qui représente près de 30 % du nombre total de nouveaux déplacements enregistré aux États-Unis l'année dernière. Les incendies Carr, Holy et Mendocino Complex, nommés d'après les lieux où ils ont commencé, ont entraîné l'évacuation de plus de 90 000 personnes en juillet et en août, et les incendies Woolsey et Camp ont poussé 235 000 autres personnes à fuir en novembre.

L'incendie Camp a, à lui seul, tué 85 personnes, en a déplacé au moins 53 000 et a détruit près de 14 000 habitations.²¹⁶ Il a brûlé 62 000 hectares de terres et entraîné entre 11 et 13 milliards de dollars de pertes commerciales et résidentielles. Et ce n'était pas l'incendie le plus important. Mendocino Complex a brûlé presque quatre fois plus de terres alors que ce n'était pas non plus un incendie exceptionnel en termes de vitesse de propagation. L'incendie Tubbs en 2017 s'est déplacé à une vitesse

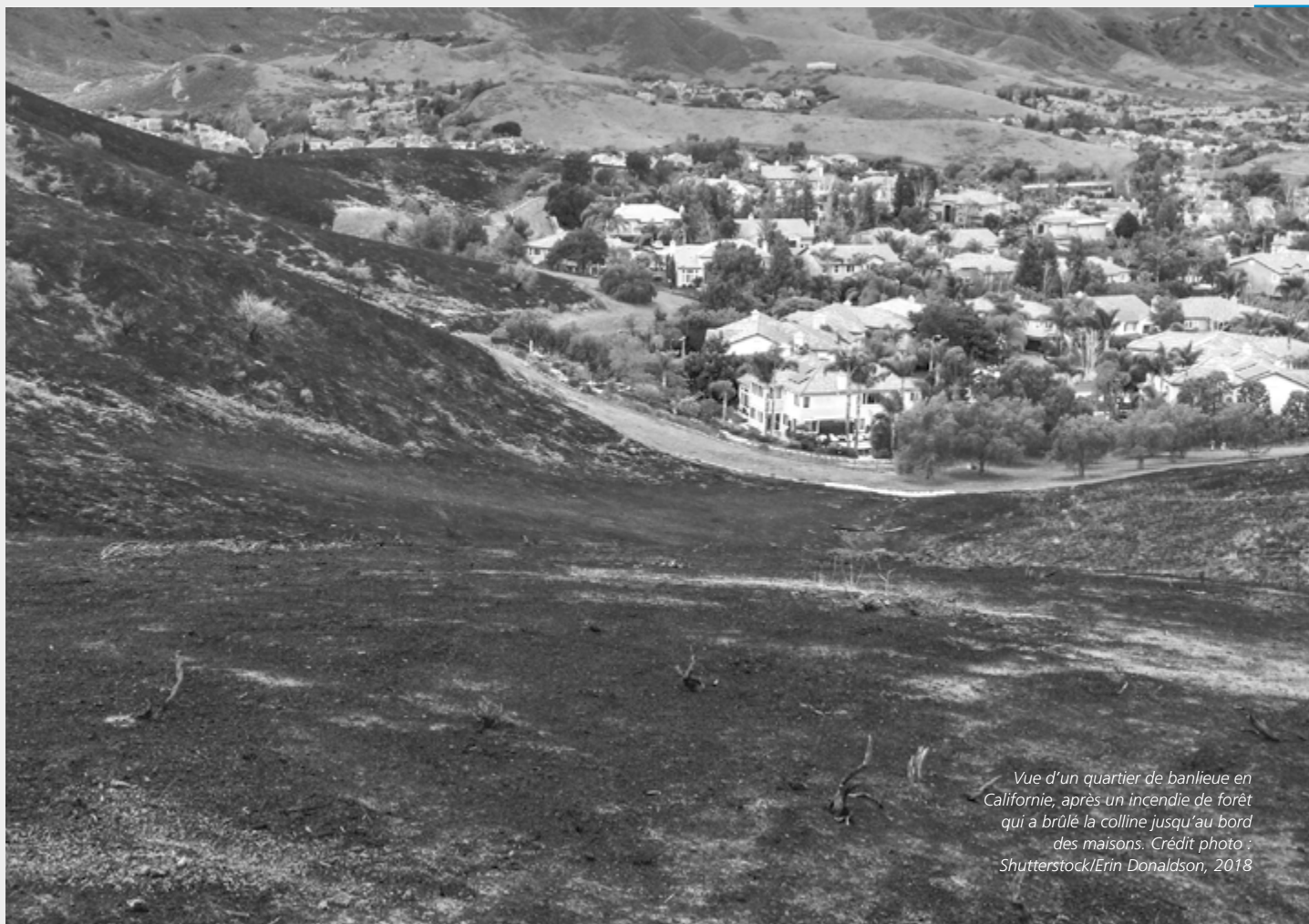


similaire alors que ce qui différencie l'incendie Camp et en fait le plus meurtrier et le plus destructeur de l'histoire de la Californie, c'est ce qui s'est passé à Paradise, une ville située sur son chemin.²¹⁷

Paradise, ville pittoresque du comté de Butte nichée dans les contreforts de la Sierra Nevada, comptait de nombreuses habitations situées à l'interface ville-nature, augmentant l'exposition et la vulnérabilité de la ville et de ses résidents aux feux de forêt.²¹⁸ Quelques heures après s'être déclaré, l'incendie s'est propagé et a détruit la majeure partie de la ville, déplaçant environ 30 000 personnes. C'est un exemple de conflagration urbaine, un phénomène observé il y a plus d'un siècle, dans lequel un incendie se propage d'une structure à l'autre, les embrasant au fur et à mesure.²¹⁹

Après l'incendie de San Francisco en 1906, l'aménagement et le développement urbains ont intégré de meilleurs matériaux et davantage d'espaces défendables, entre les bâtiments et l'herbe, les arbres ou les arbustes, afin d'empêcher la propagation rapide des incendies.²²⁰ Toutefois, à partir des années 1990, des millions d'habitations ont été construites dans des zones non urbanisées à la périphérie des villes, ce qui a accru l'interface ville-nature. Et cette tendance devrait se poursuivre, car un nombre sans cesse croissant de personnes s'installent dans de tels endroits pour vivre plus près de la nature et à moindres coûts.²²¹

Afin d'éviter les futures conflagrations urbaines, les habitations prévues à l'interface ville-nature devront être construites avec davantage de matériaux ignifugés et de plus grands espaces défendables pour ralentir la propagation des incendies.²²² Le Conseil des forêts et de la protection contre les incendies de la Californie recommande que les habitations disposent de 10 à 30 mètres



Vue d'un quartier de banlieue en Californie, après un incendie de forêt qui a brûlé la colline jusqu'au bord des maisons. Crédit photo : Shutterstock/Erin Donaldson, 2018

d'espace défendable, mais si l'État n'assure pas l'application de la réglementation relative à la propriété privée, ces directives sont le plus souvent ignorées.²²³

Dans une région qui connaissait déjà une pénurie de logements, l'incendie Camp a laissé des milliers de personnes sans abri. L'Agence fédérale de gestion des urgences (FEMA) a distribué des millions de dollars d'aide aux personnes qui ont perdu leur logement, mais de nombreuses personnes déplacées ont toujours des difficultés à trouver un logement sur place. La FEMA encourage les personnes concernées à chercher un logement à Sacramento, à 135 kilomètres, voire plus loin, mais cet éloignement les déconnecterait de leurs moyens de subsistance et de leurs réseaux sociaux.²²⁴ Le manque de logements disponibles et abordables dans la région affectera inévitablement les plus démunis.

La saison des feux de forêt de 2018 en Californie montre à quel point la combinaison du changement climatique et de l'expansion urbaine a intensifié les incendies, modifié leurs schémas et prolongé les saisons des feux de forêt. Les températures moyennes continueront à augmenter et les

populations vivant en milieu périurbain à se développer, ce qui exposera davantage de personnes au risque de déplacement. La catastrophe de Paradise illustre ce que réserve l'avenir si les autorités n'assurent pas l'application de la législation en matière d'urbanisme et ne renforcent pas la prévention et la réponse aux catastrophes.²²⁵

COLOMBIE

Norte de Santander, où convergent deux crises de déplacement

En 2018, deux crises de déplacement ont convergé en Colombie. Celle qui a attiré le plus d'attention de la part des médias est née au Venezuela voisin, où plus de 3,4 millions de personnes auraient fui le pays pour échapper à l'effondrement de l'économie et à l'hyperinflation, à la recrudescence de la criminalité et des violations aux droits humains, à l'aggravation des pénuries alimentaires et à la détérioration de l'offre de produits et services de base.²²⁶ La Colombie a accueilli plus de la moitié des réfugiés et des migrants du Venezuela. Certains ont poursuivi leur voyage pour se rendre en Équateur ou ailleurs dans la région, mais plus d'un million sont restés dans le pays.²²⁷ En outre, entre 300 000 et 500 000 Colombiens sont rentrés du Venezuela depuis le début de la crise.²²⁸

Ces événements ont détourné l'attention et les ressources de la communauté internationale des déplacements internes persistants en Colombie. De nombreux pourvoyeurs d'aide consacrent désormais moins de 30 % de leurs ressources à cette question.²²⁹ Malgré l'accord de paix de 2016 entre le gouvernement et les FARC, le nombre de nouveaux déplacements liés aux conflits et à la violence a augmenté en 2018 par rapport à l'année précédente, passant à plus de 145 000.²³⁰ En outre, à la fin de l'année, 5,8 millions de personnes demeuraient déplacées en Colombie.

La situation dans le département de Norte de Santander, à la frontière du Venezuela, est particulièrement préoccupante. Environ 30 000 nouveaux déplacements internes liés à des conflits et à la violence ont été enregistrés en 2018, chiffre le plus élevé depuis 2002.²³¹ Dans le département, la région de Catatumbo a été particulièrement touchée. Ancien fief des FARC, le territoire a été repris par l'ELN et l'EPL, deux autres groupes de guérilla présents dans la région depuis des décennies. Les dissidents des FARC et d'autres groupes armés se sont également joints à la mêlée.²³²

Les affrontements armés se sont intensifiés après la rupture d'un accord entre ces groupes sur des activités illégales, notamment le trafic de drogue. La culture de la coca à



Catatumbo a non seulement augmenté de 145 % entre 2015 et 2017, mais l'expansion du trafic de drogue, conjuguée à la reconfiguration du conflit, a entraîné un nombre croissant d'attaques contre des civils.²³³ Au moins 31 dirigeants sociaux ont été assassinés à Norte de Santander en 2018, sur un total national de 172.²³⁴

Les affrontements entre l'ELN et l'EPL en janvier et en mars ont limité la circulation de près de 18 000 civils, dont l'accès aux produits de première nécessité, aux moyens de subsistance et aux services de santé a également été entravé. Les organisations humanitaires ont eu des difficultés à atteindre les personnes touchées.²³⁵ L'éducation des enfants a également été perturbée lorsque 80 écoles ont dû interrompre leurs cours à cause de la violence et de la présence de mines terrestres.²³⁶

En parallèle, l'arrivée de personnes du Venezuela risque de compromettre les moyens de subsistance des personnes déplacées et des communautés d'accueil pauvres du département. La situation dans la capitale (Cúcuta) met en évidence certains des défis associés à la combinaison de mouvements internes et transfrontaliers. La capitale n'est pas seulement une destination pour les déplacés internes fuyant les conflits et la violence dans les zones rurales du département. C'est aussi le point de passage frontalier le plus fréquenté entre la Colombie et le Venezuela, et elle accueille plus de Vénézuéliens que toute autre municipalité du pays. Des milliers de personnes traversent chaque jour la frontière à la recherche de nour-



Des réfugiés et des migrants vénézuéliens traversent le pont Simon Bolívar, l'un des sept points d'entrée légaux à la frontière entre la Colombie et le Venezuela. Avec plus de 30 000 personnes qui le traversent chaque jour, ce pont est le plus grand point d'entrée de la frontière. Crédit photo © HCR/Siegfried Modola, janvier 2019

riture, de médicaments et de services de première nécessité.²³⁷ Les hôpitaux et autres prestataires de services sociaux ont du mal à satisfaire les besoins essentiels croissants de la population et les autorités locales sont pratiquement submergées.²³⁸

Cúcuta affiche le taux de chômage le plus élevé du pays, celui-ci ayant atteint 15,8 % entre septembre et novembre 2018.²³⁹ La part du travail informel est également la plus élevée avec plus de 68 % de la population active.²⁴⁰ L'arrivée de Vénézuéliens a accru la concurrence pour ce type de travail. Il existe peu d'autres possibilités et des personnes déplacées font état du fait qu'il est plus difficile de trouver un emploi.²⁴¹ L'intégration des Vénézuéliens dans la population active est largement considérée comme un défi sans précédent pour la Colombie.²⁴²

Ces difficultés entraînent une montée de la xénophobie envers les Vénézuéliens. Des tracts menaçants ont été distribués à Cúcuta, des cocktails Molotov ont été lancés sur des lieux où ils vivent et ils ont été pris pour cible de vol et d'extorsion.²⁴³ Le manque d'opportunités et l'environnement de plus en plus hostile ont conduit des personnes qui ont franchi la frontière en direction de la ville à se rendre directement ailleurs en Colombie ou plus

loin en Équateur, au Pérou ou au Chili.²⁴⁴ Les organisations humanitaires internationales, les administrations et le secteur privé ont lancé des initiatives pour lutter contre la xénophobie et recentrer l'attention sur la crise de déplacement sans précédent que connaît la région.²⁴⁵

Le gouvernement de Bogota a adopté une approche ouverte et solidaire face aux arrivées de Vénézuéliens, dont 770 000 sont entrés en Colombie en 2018. Dans un esprit de réciprocité, il a reconnu que par le passé, des Colombiens ont afflué au Venezuela à la recherche de meilleures opportunités ou pour échapper aux conflits et à la violence. En février 2019, plus de 574 000 Vénézuéliens étaient officiellement enregistrés en Colombie, 240 000 étaient en cours d'enregistrement et 218 000 n'avaient pas de statut juridique.²⁴⁶ Aider ces réfugiés et migrants est à juste titre une priorité dans la région, mais cela ne devrait pas se faire aux dépens des personnes déplacées à l'intérieur de leur pays, en particulier à un moment où la consolidation de la paix et la réconciliation sont des priorités essentielles en Colombie.